

Flashinfo

Au congrès de la FAPT, une nouvelle équipe dirigeante a été élue. Romain Boillon est notre nouveau secrétaire général. Bonne retraite...active à Christian Mathorel. La mission 1^{ère} est de tout mettre en œuvre pour recréer des sections syndicales sur tous les lieux de travail et de vie. Le rôle du syndicat départemental est confirmé. La région doit être un lieu de mutualisation plus important : c'est l'outil de mise en commun des syndicats, garante des solidarités. L'UFR – Retraités.es reste une force syndicale à part entière. Un des faits marquants : la table ronde sur le droit à la communication a réuni plusieurs fédérations et donné une dimension à notre champ fédéral. Défendre la Paix, combattre les idées d'extrême droite, gagner l'égalité et les libertés syndicales ont été portés fort pendant les débats.

Le 1er mai est à nous ! + de 320 manifestations. Plus de 300 000 personnes ont manifesté avec près de 100 000 à Paris, 30 000 à Marseille, 12000 à Lyon et Toulouse, 8 000 à Bordeaux...Après une 1^{ère} victoire sur la proposition de loi visant à faire travailler 1,4 millions de salarié.es le 1^{er} mai, le gouvernement cherche à imposer une loi floue qui pourrait faire travailler plus de 200 000 salarié.es. La CGT rappelle que le « volontariat » n'existe pas en entreprise et appelle à signer massivement la pétition unitaire des 8 organisations syndicales « [Non au passage en force sur le 1^{er} mai !](#) » .

Nous réaffirmons notre lutte contre les idées d'extrême droite, contre le racisme. Les élus de droite et d'extrême droite font voir leur vraie nature : La manifestation du 2 avril a été refusée à Bordeaux. C'est ici un drapeau LGBT pour la gay Pride qui est retiré, ailleurs suppression de subventions à des associations sociales ou culturelles, non réunion des CCAS, annulation d'une gay Pride...A Liévin, le maire RN a voulu supprimer l'hommage aux 42 mineurs morts, victimes d'un coup de grisou en 1974 lors de la manifestation du 1^{er} mai car prétend-il « *L'aspect politique de la cérémonie à l'hôtel de ville était en réalité totalement instrumentalisé par les syndicats pour faire de la propagande politique d'extrême gauche.* »

Et Nous les retraités.es quel horizon nous donnons-nous ?

Décider d'action nationale des retraités.es à Paris, à l'automne, c'est décider d'agir pour faire face à ces défis, porter nos revendications : niveau de pensions, pouvoir d'achat, l'AGIRC-ARRCO, le droit à la santé, à l'autonomie, la reconquête de la sécurité sociale intégrale et les services publics. C'est rendre visible les retraités.es qui refusent d'être considérés comme nanti.es et privilégié.es selon le 1^{er} ministre. C'est refuser de supporter les 30 milliards d'économies annoncées sur les budgets 2027! Voilà ce que propose l'UCR.

Dans toutes nos organisations, mettons tout en œuvre pour la réussite de cette journée.

Vie syndicale :

La conférence UFR du 12 au 15 octobre se prépare dans les sections. Pensons à donner nos candidatures pour la future Commission Nationale ainsi que nos délégations à la conférence.

On peut reprendre à notre compte ce qui a été relevé lors du congrès : mieux connaître notre champ fédéral, enjeux d'implantation et développement, renforcer la syndicalisation. La section syndicale doit faire vivre la démocratie et la culture du débat. **La force de la CGT, ce sont les syndiqué.es!**

Rachat de SFR : 8 000 emplois impactés

Orange-Bouygues Télécom-Free rachète SFR pour plus de 20 milliards€. Ce rachat permet d'éliminer un concurrent sans se soucier du devenir des salariés plus tôt que d'investir dans la qualité du réseau, l'aménagement du territoire, l'innovation et le rendu aux usagers. Quelles répercussions en

cascade sur les emplois dans le secteur confronté à la financiarisation. La CGT porte une appropriation publique du secteur des télécommunications. Les salariés SFR se mobilisent !

Marche des Fiertés 2026

En France, la 1^{ère} Marche des fiertés a eu lieu en 1981. Pour la CGT, participer massivement aux Marches des Fiertés est important pour donner de la visibilité aux personnes LGBTQIA+. C'est pour accroître le rapport de force en vue d'obtenir l'égalité de droits ainsi que de nouveaux droits. C'est pour éviter des reculs, pour l'égalité des droits et contre les discriminations dans un contexte national et international de montée des idées réactionnaires.

Loi européenne sur la distribution postale

Les syndicats européens ont lancé à Bruxelles, une campagne pour sauver les 1,8 million d'emplois du

secteur postal. Les réseaux postaux publics subissent baisse du courrier, concurrence dérégulée, développement des plateformes et concentration des activités louables sur les zones les plus rentables. Exigeons une loi européenne qui protège réellement les postiers et les usagers. Signons massivement [Restons connectés : Sauvons Notre Poste !](#)

Prix des carburants

Les utilisateurs de carburants ne doivent pas subir les conséquences de la guerre contre l'Iran. Les pétroliers doivent contribuer à la baisse des prix à la pompe, le gouvernement doit baisser les taxes et surtout la communauté internationale doit obtenir la fin du conflit.

Signez la pétition sur le lien : <https://www.change.org/p/hausse-du-carburant-nous-refusons-de-payer-pour-travailler>

Des enfants meurent au travail

5 mineurs, stagiaires en entreprise, sont morts au travail en 2025. Les 18-25 ans ont 2,5 fois plus d'accidents du travail. 38 jeunes de – de 25 ans sont morts en 2023. Ces statistiques sont éloquentes, les patrons utilisent les jeunes à la production plutôt que de les former en toute sécurité. CGT-FSU-Solidaires demandent le respect de la convention de l'ONU sur les droits de l'enfant (toute personne de – de 18 ans). Ils ne doivent pas être soumis à la dangerosité de l'entreprise.

Stellantis Poissy

Des menaces pèsent sur cet outil industriel et les emplois. La CGT exige que l'état pèse sur les orientations du groupe, qui a perçu des aides publiques colossales, en soutenant le projet des salarié-e-s maintenant l'emploi et les capacités industrielles du site : la production d'un véhicule populaire, écologique et accessible.

Audiovisuel public

Le SNJ soutient les salariés face à la stratégie de démolition appuyée par l'extrême droite. La concentration médiatique aux mains des fervents partisans de la fachosphère ne supporte aucune voix discordante. La commission d'enquête parlementaire sur le sujet, réclamée par l'extrême droite, s'est vite transformée, sous l'impulsion du député ciottiste Alloncle, en un tribunal d'inquisition où libre cours fut laissé à la détestation de l'audiovisuel public et des salariés qui y travaillent.

Projet de loi S.U.R.E : Une réforme qui fait reculer la protection des victimes de crimes sexuels

Réduire les délais de jugement ne sert à rien si les auteurs ne sont pas poursuivis. 94 % des viols et 86 % des plaintes pour violences sexuelles sont classés sans suite, et seulement 7 % des victimes portent plainte. Ce projet de loi ignore la question des moyens alloués à la police pour collecter les preuves dès les premières heures : ADN, expertises, auditions, investigations. Sans enquête solide, pas de justice, seulement de l'impunité.

Egalité, y'a du boulot... Un n° qui nous pose, à sa manière, la nécessité absolue de syndiquer les femmes retraitées en grand nombre ! La multiplicité des sujets et la diversité des articles offrent de nombreuses possibilités de débats... Et de renforcement ? Femmes et hommes, !

Un n° à offrir !
Et
l'abonnement :
1an - 6n° 16 €



La commission européenne dévoile son projet de texte sur l'instauration d'un 28ème régime :

Une législation qui permettrait à tout Européen de créer sa société en s'exemptant du cadre et des lois nationales qui sécurisent, les droits des travailleurs. La CGT a dès l'origine de ce projet dénoncé à la fois les fondements sur lesquels reposaient ses attendus et rejeté dans sa forme comme dans son contenu un texte qui n'est pour toute fin qu'une procédure de contournement des droits des travailleurs



Guerre en Iran : quand la guerre détruit aussi les conditions écologiques de la vie

La guerre détruit des villes et des vies humaines et nuit gravement à l'environnement : elle empoisonne durablement l'air par des particules nocives qui affectent durablement la santé humaine, contamine l'eau entraînant une hausse des maladies hydriques, détériore les écosystèmes marins, et laisse une pollution chimique des sols due aux activités militaires prolongeant ses effets nocifs sur la santé et l'agriculture pendant des années... Les forces armées mondiales contribuent à 5,5 % des émissions de CO2. Il est essentiel d'intégrer ces enjeux au débat face à la prévalence du surarmement sur la paix et la transition écologique.

Avenir social : Appel à la solidarité financière pour le Burkina Faso

Face à une crise majeure au Burkina Faso, les effets humanitaires atteignent un niveau sans précédent. Des millions de personnes sont affectées, déplacées, privées d'accès aux ressources essentielles, aggravant considérablement leurs conditions. L'Avenir Social et la CGT lancent un appel à la solidarité financière à l'ensemble des O.S., des associations et aux personnes attachées aux valeurs de solidarité.

Soutien à CUBA !

Depuis 1962, un blocus économique est imposé à Cuba par les USA et régulièrement dénoncé par l'ONU. Trump veut asphyxier Cuba (nourriture, médicaments, électricité, pétrole...). La France silencieuse est complice! Cuba est plongé dans une crise majeure (transports, alimentation, accès à l'eau, santé, éducation...). La CGT lance une solidarité pour l'achat de kits photovoltaïques. La FAPT centralise. Précisons "solidarité Cuba" sur les versements.

Kenya :

ravages de la sous-traitance.

Alors que le patronat prétend que l'Intelligence Artificielle supprimerait de nombreux emplois, le traitement de la donnée multiplie les salariés invisibilités. 1 108 salariés sont licenciés pour externaliser et réduire les droits. CGT FAPT et Data Labelers Association dénoncent ce dumping social à l'effet dévastateur dans le monde. Face à la transformation numérique, ensemble luttons contre l'asservissement capitaliste et pour une IA au service de l'humain et du progrès social.

La France doit cesser immédiatement toute livraison militaire à Israël

Un rapport révélé par Le Monde, en collaboration avec Urgence Palestine et le Palestinian Youth Movement, fait état de 525 expéditions d'équipements militaires français vers Israël entre octobre 2023 et mars 2026. La CGT dénonce avec la plus grande fermeté ces livraisons. Pour la CGT, seule une politique conforme au droit international permettra d'ouvrir la voie à une paix juste et durable dans la région.